

Elections Législatives du 5 Mars 1967
2^e Circonscription (Clermont-Fd - Montagne)

Jean PARENT

40 ans
Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques
Ancien Doyen

Candidat de la Gauche

investi par :

**La Fédération de la Gauche Démocrate et
Socialiste, et par le Parti Socialiste Unifié**

Remplaçant

Jean CHABOSSON

57 ans
Maire de Nohanent
Employé à la Sécurité Sociale
Vice-Président de l'Association Départementale
des Elus Socialistes et Républicains
Médaille de Evadés - Officier d'Académie
Chevalier du Mérite Social

Electrices, Electeurs,

Après neuf ans de V^e République, le régime qui devait définitivement redresser la France peut faire son bilan : croissance économique ralentie, retard sur nos voisins, chômage croissant, inégalité sociale accrue, dégradation des libertés, information scandaleusement partielle, logements absents, éducation nationale insuffisante et désorganisée.

De plus en plus de Français se rendent compte qu'une autre politique est possible, qu'elle est raisonnable et que les moyens de la faire existent. Une politique de progrès et de justice sociale coûterait moins et rapporterait plus au pays qu'une politique de fausse grandeur, de manifestations spectaculaires et sans lendemain, de propagande éhontée et ruineuse.

Il faut :

rendre aux Français le pouvoir de gérer leurs affaires

Depuis 9 ans, peu à peu, ce pouvoir leur a échappé. Ils ont aujourd'hui la possibilité de le reprendre et de montrer, en votant pour les candidats de la gauche, qu'ils veulent réduire les prérogatives exorbitantes du Président de la République et supprimer les dangers qui pèsent sur leurs libertés par l'existence de l'article 16 et l'institution de la garde à vue.

La stabilité et la liberté seront garanties par le Gouvernement de législature et la dissolution automatique en cas de crise.

Tous les élus du peuple subiront ainsi un contrôle constant.

Il faut :

donner aux Français des moyens d'information honnêtes

sans lesquels il n'y a pas de démocratie possible, Ouvrir l'O.R.T.F. à toutes les tendances de l'opinion, garantir l'indépendance de ses journalistes.

Il faut :

Donner aux jeunes une éducation nationale digne d'un grand état moderne

Que chaque enfant puisse trouver une école et des maîtres.

Que la scolarité soit effectivement prolongée jusqu'à 18 ans, alors que la prolongation promise en 1959 ne peut être actuellement assurée ; que les études ne soient pas perpétuellement bouleversées par des réformes brouillonnes.

Tout l'effort doit porter sur l'enseignement public et sur lui seul.

Il faut :

Mettre l'économie au service de tous

La V^e République a ralenti dangereusement l'expansion ; la France n'est plus que le 5^e pays du Marché Commun pour le taux de croissance du produit national. En même temps, elle abandonne peu à peu la planification et laisse des entreprises françaises essentielles passer sous contrôle étranger.

Grâce à un **Plan établi démocratiquement** et à une **commission des investissements**, une direction plus ferme de l'économie serait possible et remplacerait la politique d'à-coups brutaux pratiquée depuis 1958.

Un contrôle plus étroit des grands secteurs clefs (Sidérurgie, Transports, Energie, Electronique) est nécessaire à une expansion harmonieuse et orientée vers l'amélioration des niveaux de vie.

L'agriculture doit faire l'objet de mesures particulières ; par l'aide à l'entreprise familiale, des régions en train de se vider d'hommes et d'activités peuvent parfaitement être renouvelées.

Le logement, le Premier Ministre l'a reconnu, est le point le plus noir : un effort pour atteindre la construction de 600.000 logements par an doit être fait. La lutte contre la spéculation foncière le rendra possible en réduisant fortement le coût de la construction.

Il faut :

Assurer une répartition équitable des fruits de l'expansion

au lieu de l'inégalité croissante depuis 1958.

Une véritable politique des revenus est possible. Elle doit être discutée démocratiquement.

Il faut :

Assurer aussi une répartition équitable des activités sur le territoire national

- Faire disparaître peu à peu le monopole parisien de toutes les décisions ;
- Créer des organes locaux et régionaux responsables et élus ;
- Promouvoir une véritable décentralisation industrielle.

Une nation équilibrée doit avoir des régions vivantes.

L'inégalité sociale, l'inégalité régionale se sont accrues sous la V^e République, il est indispensable pour l'avenir de la Nation de renverser le courant.

Il faut enfin :

Assurer la paix par le désarmement

La politique de la V^e République tend à aggraver les tensions dans le monde et justifie toutes les aventures nucléaires.

La France **doit renoncer** à une force de frappe, inutile militairement, coûteuse économiquement et dangereuse politiquement.

- **Participer** aux discussions sur le désarmement et signer le traité de Moscou.

Abandonnant un chauvinisme sourcilieux, coopérant de plus en plus avec toutes les autres nations d'Europe, elle retrouvera sa vocation de guide spirituel des Peuples.